Fiche de vigilance de 1er niveau

— Dossier Vente DUPONT / SCI LES TILLEULS —

PERSONNE MORALE	SIREN	SIÈGE
SCI LES TILLEULS	123456789	4 rue des Tilleuls, 45000 Orléans

◉ *Cases cochables. Réponse présélectionnée par Ma Sentinelle à partir des recherches, à confirmer par l'office.*

1. Identité du client :

Le document doit être en cours de validité et comporter une photo. L'original doit être présenté au notaire.

1.2 Personnes morales : *original ou copie certifiée conforme de :*

- Kbis
  ◯ Oui ◯ Non
- Statuts
  ◯ Oui ◯ Non *Statuts INPI joints au dossier.*
- Mandats sociaux
  ◯ Oui ◯ Non
- Le siège social est situé dans un État dont la législation ou les pratiques font obstacle à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non *Siège déclaré : 4 rue des Tilleuls, 45000 Orléans.*
- CNI du dirigeant ou du bénéficiaire effectif
  ◯ Oui ◯ Non
- Pouvoirs des représentants de la société
  ◯ Oui ◯ Non
- Trusts ou fiducie *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non

2. Identification du bénéficiaire effectif :

Sources : registre des bénéficiaires effectifs (data.inpi.fr, infogreffe.fr). Trusts et fiducies : formulaire de communication de la DGFiP (impots.gouv.fr).

2.2 Personnes morales :

- Conformité entre les déclarations des parties et les informations du RBE *(si non, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non *Bénéficiaire(s) effectif(s) déclaré(s) au RBE (consulté le 22/10/2026) : à comparer aux déclarations des parties.*

3. Personne politiquement exposée :

La liste des fonctions figure dans l'article R561-18 du Code monétaire et financier.

- Le signataire exerce t-il des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives (Cf. article R 561-18 CMF) ou les a-t-il exercées depuis moins de un an ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non *Aucune correspondance PPE / sanctions sur la société (OpenSanctions). Le signataire est à vérifier.*

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

EXEMPLE

- Le signataire exerce t-il des fonctions ou a-t-il exercé une fonction d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- Le signataire est-il un proche d'une PPE ?
  ◯ Oui ◯ Non

4. Le registre des gels des avoirs :

Liste de la Direction générale du Trésor : gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr

- L'une des parties figure t'elle sur une liste de gels des avoirs *(si oui, interdiction de mise à disposition des fonds et déclaration à la DG Trésor + si soupçon déclaration à Tracfin)*
  ◯ Oui ◉ Non *Aucune correspondance au registre DG Trésor pour cette partie (recherche du 22/10/2026)*

5. Les éléments financiers :

Listes officielles : GAFI (fatf-gafi.org), Union européenne (consilium.europa.eu), sanctions économiques (tresor.economie.gouv.fr). Rester vigilant sur l'actualité géopolitique issue de sources fiables.

- Les fonds proviennent d'États ou de territoires dont la législation est réputée non ou partiellement conforme aux normes et aux recommandations du GAFI et de l'Union Européenne ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- La destination des fonds est demandée vers un État ou un territoire « sensible » dont la législation est réputée non ou partiellement conforme aux normes et aux recommandations du GAFI et de l'Union Européenne ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- Les renseignements sur l'origine économique des fonds ont-ils été recueillis ? *(si non, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- La destination des fonds est-elle cohérente avec les éléments du dossier ? *(si non, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non

6. Les caractéristiques de l'opération :

- Le prix est-il en adéquation avec le marché ? *(si non, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- S'agit-il d'un contrat inhabituel ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- Existe-t-il un élément inhabituel ou incohérent ? *(si oui, questionnaire Vigilance)*
  ◯ Oui ◯ Non
- L'opération est-elle complexe ?
  ◯ Oui ◯ Non
- Le montage juridique de l'opération favorise t'il l'anonymat ?
  ◯ Oui ◯ Non

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.

ANNEXE : CONSTATS DES RECHERCHES

Trame : fiche de vigilance de 1er niveau du Conseil supérieur du notariat (version du 03/08/2026).

SOURCE	RÉSULTAT	CONSULTÉE LE
Gel des avoirs (DG Trésor)	Aucune correspondance.	22/10/2026 10:13
PPE et sanctions (OpenSanctions)	Aucune correspondance.	22/10/2026 10:13
Bénéficiaires effectifs (RBE / INPI)	Bénéficiaire(s) effectif(s) déclaré(s) : à rapprocher des déclarations du client.	22/10/2026 10:13
BODACC commercial	Aucune correspondance.	22/10/2026 10:13
Extrait Pappers	Résultats joints au dossier, à apprécier.	22/10/2026 10:13
Statuts (INPI)	Résultats joints au dossier, à apprécier.	22/10/2026 10:13

EXEMPLE

Ma Sentinelle agrège des données issues de sources publiques officielles (INPI, INSEE, BODACC, DG Trésor, OpenSanctions, etc.). Ma Sentinelle ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité ou de la fraîcheur des données fournies par ces sources tierces. *L'évaluation finale du niveau de vigilance LCB-FT relève du notaire (art. L561-32 CMF).*

Les données restituées constituent l'expression fidèle des données publiques officielles disponibles sur les sites gouvernementaux. Le client final reste garant de la vérification de leur contenu avant toute utilisation.